

L'athéisme, ce tabou du monde musulman

Assimilé par l'islam à un blasphème, le renoncement à toute croyance religieuse expose les personnes de culture musulmane à un rejet, voire à des violences. Du Maghreb au Pakistan, en passant par l'Arabie saoudite, les athées sont, malgré tout, de plus en plus nombreux

LONDRES *reportage spécial*

Bahous aimerait bien ne plus entendre parler de l'islam. Et même ne plus en parler du tout. Mais quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise, cet homme de 33 ans, vendeur à Veiron (Isère), y est toujours ramené. Son athéisme intrigue, ou dérange, c'est selon. Lorsque l'on est issu, comme lui, d'une famille et d'une culture musulmanes, le fait de ne pas croire en Dieu – et, surtout, de le dire – ouvre la voie à une vie d'incompréhensions, de renoncements, de ruptures. « Je subis un double regard, explique Bahous. Pour les gens, de par mon apparence, mon nom, la couleur de ma peau, je suis de facto musulman. On ne peut pas concevoir que je sois juste français. Mais, pour ma famille, je suis le vilain petit canard. Ils me considèrent comme un "francisé" : être athée, c'est trahir ses origines, comme si être musulman était une origine. Du coup, je me sens obligé de toujours me justifier, sur tous les fronts. »

Bahous avait écrit au Monde en février, en répondant à un appel à témoignages sur les musulmans ayant perdu la foi. Quand nous l'avons à nouveau sollicité, en novembre, rien n'avait changé pour lui. Il avait toujours le sentiment de vivre dans cet « étrange entre-deux », où il se sent contraint de préciser sans cesse qu'il n'est « ni islamophobe ni islamophile ». Le comble pour un athée : « Après les attentats, on m'a demandé de me désolidariser. » Sa famille, elle, en particulier son frère aîné, n'a jamais accepté son renoncement à l'islam. Depuis, les deux hommes ne se fréquentent plus. Bahous peut cependant s'estimer chanceux : sa mère, auprès de laquelle il s'est ouvert de ses doutes sur l'existence de Dieu dès l'adolescence, n'approuve pas ce choix mais le tolère.

« Dans certaines familles, annoncer son athéisme peut être encore plus compliqué qu'annoncer son homosexualité », affirme le sociologue Houssame Bentabet, qui travaille depuis 2014 sur une thèse consacrée au reniement de la foi chez les musulmans de France. Un sujet jamais étudié de manière systématique, et dont on sait finalement encore peu de chose, tant ces athées savent se faire discrets dans un contexte où, en France tout du moins, le conflit entre « islamo-gauchistes », considérés comme trop tolérants envers l'islam politique, et « islamophobes », accusés de « faire la guerre aux musulmans », monopolise les débats.

La discrétion s'impose encore davantage dans les pays à majorité musulmane, où ce renoncement, s'il est public, suscite des réactions beaucoup plus violentes : brimades, persécutions, agressions, voire assassinats. L'athéisme n'y est tout simplement pas concevable. Même s'il n'existe pas, en arabe, de mot spécifique pour dire l'athéisme (les termes utilisés – *mulhid*, *mu'rid* ou *kaafir* – évoquent davantage l'hérésie ou l'apostasie, et ont une connotation péjorative), l'athée est parfois vu comme plus dangereux, encore, que le terroriste islamiste. « Si vous êtes libanais, vous pouvez appartenir, dans la loi, à 18 communautés différentes. Si vous êtes égyptien, vous pouvez être musulman, chrétien ou juif, précise l'historien des religions Dominique Avon. Le droit est appliqué à des groupes, et pas à des individus ; il est d'abord communautaire. Or, un athée n'entre dans aucune ca-

tégorie prévue dans le droit musulman. Sinon celle de l'apostasie. »

Ce phénomène n'est pas nouveau dans le monde islamique. « Il y a toujours eu des intellectuels, des écrivains, des universitaires qui ont pu dire ponctuellement qu'ils ne croyaient pas en Dieu », poursuit Dominique Avon. Ainsi, l'écrivain égyptien Ismaïl Adham (1911-1940) fit scandale au début des années 1930 en méritant en doute l'authenticité des hadiths (paroles attribuées au prophète Mahomet) et en publiant en 1937 *Pourquoi je suis athée*. Citons aussi l'écrivain saoudien Abdullah Al Qasimi (1907-1996), qui nia l'existence de Dieu et sur vécut à deux tentatives d'assassinat. Plus récemment, Salman Rushdie ou Taslima Nasreen ont été persécutés à la suite de leurs écrits jugés blasphématoires. « Mais ce qui est nouveau, poursuit l'historien, c'est que des jeunes qui ne sont pas forcément passés par l'université déclarent publiquement, par le biais des réseaux sociaux, qu'ils sont athées. »

TORTURE ET COUPS DE FOUET

Avec l'avènement d'Internet, le phénomène prend de plus en plus d'ampleur. Mais en rendant ainsi public leur renoncement à l'islam, ces athées s'exposent à de grands risques. Waheed Al Hussein avait 21 ans en 2010 lorsqu'il a été arrêté dans sa ville natale de Qalqalya, en Cisjordanie. Son seul crime : se déclarer athée sur son blog au lieu de garder ce secret pour lui. On « affronta l'ennemi du sentiment religieux », selon le tribunal militaire palestinien. Après dix mois d'emprisonnement, pendant lesquels il raconte avoir été torturé, il a finalement pu partir à Paris, où il a obtenu le statut de réfugié et a fondé la branche française du Conseil des ex-musulmans, en 2013.

Pourquoi se définir comme « ex-musulman », alors que l'idée est précisément de se démarquer de la religion ? « Une fois qu'on a réitéré de vouloir me tuer, je pourrais cesser de me définir ainsi, explique Maryam Namazi. Je ne veux plus rien avoir à faire avec l'islam. Mais, aujourd'hui, force est de constater qu'il envahit encore ma vie. » Installée à Londres depuis 1979, cette iranienne dérange par sa verve et son discours sans concession contre l'islam politique. En 2007, elle a eu l'idée de fédérer ceux qui, comme elle, ont renoncé à l'islam, au sein d'une association, le Conseil des ex-musulmans de Grande-Bretagne.

Depuis 2014, elle a organisé quatre conférences à Londres sur la liberté de conscience et d'expression. La dernière, les 22 et 23 juillet, était d'une ampleur inégale : quelque 70 participants venus de 30 pays se sont retrouvés dans une luxueuse salle de conférences de Covent Garden – un lieu tenu secret jusqu'au dernier moment par peur des agressions. Tour à tour, des athées du Maroc, du Liban, de Turquie, de Jordanie, du Pakistan, ont raconté à la tribune leur vécu fait de brimades, de persécutions, et, souvent, d'exil, clamé leur absence de foi, défendu la laïcité, débattu et blasphémé sans crainte de représailles. « C'était le plus grand rassemblement d'ex-musulmans dans l'histoire », se félicite Maryam Namazi.

Combien sont ils, ces athées condamnés à se cacher pour ne pas être persécutés ? Difficile d'établir un chiffre. Mais, d'après un sondage international WIN/Gallup sur la religion site et l'athéisme datant de 2012, 5 % des personnes interrogées en Arabie saoudite se déclaraient athées la même proportion, qu'aux États-Unis ! Dans le monde arabe en

général, 77 % des sondés se sont dits « religieux », 18 % « non religieux », et 3 % « athées », contre respectivement 84 %, 13 % et 2 % en Amérique latine, région majoritairement catholique. « Les autorités égyptiennes, elles, donnent des chiffres approchant de zéro ; mais si c'est le cas, on se demande bien pourquoi l'athéisme effraye autant la plus haute autorité religieuse du pays, l'université d'Al-Azhar, dont un des oulémas a dit qu'il n'y a pas de faute plus grave que d'être athée », souligne l'historien Dominique Avon.

Selon le rapport sur la liberté de conscience publié par l'Union internationale humaniste et éthique, une organisation fondée en 1952 à Amsterdam (Pays-Bas), l'athéisme, considéré comme un blasphème, une offense à la religion ou un trouble à l'ordre public, est pénalisée dans une trentaine de pays musulmans. Dans quatorze d'entre eux, comme l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, le Qatar, l'Arabie saoudite ou encore le Yémen, la peine encourue est la mort, même si la plupart des pays ont renoncé à l'appliquer. Toutefois, la répression se poursuit. Un des cas les plus médiatisés a été celui du blogueur saoudien Raif Badawi, condamné, en 2013, à mille coups de fouet et dix ans de prison. Malgré une mobilisation internationale demandant sa libération, il croupit toujours dans une cellule pour avoir osé critiquer l'islam.

S'ils ne sont pas condamnés par les autorités, les ex-musulmans le sont par leurs proches. Imad Iddine Habib peut en témoigner. Ce Marocain de 27 ans, placé dans une école coranique à l'âge de 5 ans, a su très vite qu'il ne croyait pas en Dieu : « Je ne voulais plus aller à la mosquée, c'était asphyxiant, je trouvais cela stupide. Or, pendant sept ans, c'est tout ce qu'on m'a fait étudier : la religion. À 13 ans, j'ai dit à ma famille que je ne croyais pas en Dieu. Elle m'a renié, et je suis parti. » Pendant des années, il a vécu à la merci de « toute une économie qui, au Maroc, profite des enfants des rues », raconte-t-il sobrement.

Aujourd'hui, Imad Iddine Habib est réfugié à Londres. Il a participé à trois des quatre conférences organisées par Maryam Namazi. Il évoque son parcours d'une voix douce ; de longues dreadlocks entourent un visage poupon. Son histoire est pourtant aussi aride que le Sahara occidental dont il est originaire : « Mon propre père, soutenu par des avocats islamistes, a porté plainte contre moi quand j'ai créé le Conseil des ex-musulmans du Maroc. Alors, j'ai fui. »

BLOGS, FORUMS ET RÉSEAUX SOCIAUX

Mohamed Alkhadra, un Jordanien de 25 ans qui, adolescent, se disait salafite et rêvait de « rétablir le califat », a, lui, décidé de cacher son athéisme à sa famille. « Elle serait détruite si elle l'apprenait. Mais ils n'ont pas accès à Internet, donc ils ne sauront pas », se rassure-t-il, alors qu'il attend de prendre la parole à la conférence de Londres. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, le changement est venu de la consultation du Web : « C'était une révélation d'apprendre que je pouvais quitter l'islam. Je ne savais même pas que c'était possible », s'arnue Imad Iddine Habib.

« Internet a permis de mettre les athées du monde musulman en connexion, de leur faire prendre conscience qu'ils ne sont pas seuls, qu'il ne s'agit pas forcément de blasphème que de douter, de se poser des questions », considère le sociologue Houssame Bentabet. Blogs, forums, réseaux sociaux... Les témoignages foisonnent, l'athéisme devient militant – et global. En novembre 2015, le Conseil des ex-musulmans de Grande-Bretagne a lancé une campagne sur Twitter avec le mot-clé #Ex-MuslimBecause (« ex-musulman parce que »). En à peine vingt quatre heures, 120 000 personnes de 65 pays ont publiquement expliqué pourquoi elles avaient quitté l'islam.

La réaction des autorités, mais également des islamistes, ne s'est pas fait attendre. Certains prédicateurs n'hésitent pas à appeler à tuer les apostats. Au Bangladesh, ils ont été entendus : au moins six blogueurs et un éditeur

ont été assassinés depuis 2015 en raison de leur athéisme. « Grâce à Internet, aux réseaux sociaux, consultables sur les téléphones mobiles, il y a de plus en plus de groupes de militants athées ou défendant la laïcité et la liberté de conscience », assure l'éditeur Ahmedur Rashid Chowdhury, lui-même brutalement attaqué en octobre 2015, et réfugié en Norvège, où il répond au téléphone aux questions du Monde. Fondateur du magazine *Shuddhishar* il a édité de nombreux blogueurs athées.

Aucun pays à majorité musulmane n'est épargné par le phénomène. En Turquie, pays pourtant autrefois laïc, la situation s'est beau coup dégradée depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, et en particulier de puis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 : agressions contre des femmes à cause de leur tenue vestimentaire ou contre des personnes ne respectant pas le ramadan remaniement des programmes scolaires

« DANS CERTAINES FAMILLES, ANNONCER SON ATHÉISME PEUT ÊTRE ENCORE PLUS COMPLIQUÉ QU'ANNONCER SON HOMOSEXUALITÉ »

HOUSSAME BENTABET
sociologue

CAROLINE GANON



« LES EX-MUSULMANS TIENNENT SUR L'ISLAM UN DISCOURS QUE D'AUTRES N'OSENT PAS TENIR PAR PEUR D'ÊTRE POLITIQUEMENT INCORRECTS »

IBN WARRAQ
Écrivain indien

pour y remplacer la théorie de l'évolution de Darwin ou les principes d'Atatürk par des cours de religion et le récit du putsch raté.

Même la Tunisie, qui fait pourtant figure d'exception dans le monde musulman, est concernée. Des mouvements de « déjeuneurs », qui refusent ostensiblement de respecter le Ramadan, s'y sont développés, ainsi qu'au Maroc et en Algérie. Mais toujours dans la peur. « On a quand même du mal à dire qu'on est athée en Tunisie aujourd'hui, regrette la réalisatrice Nadia El Fani. J'ai été considérée comme terroriste simplement parce que dans mon film, Ni Allah ni maître, je défendais la laïcité. »

Dénoncée par trois avocats proches du parti islamiste Ennahda, elle a été accusée en 2011 d'incitation à la haine de la religion et à l'extrémisme religieux. Menacée de mort, elle s'est installée en France et n'a pu retourner en Tunisie pendant cinq ans, jusqu'au 4 novem-

bre à l'invitation des Journées cinématographiques de Carthage, pendant lesquelles son film *Même pas mal* a été projeté. Car, en juin, l'affaire a finalement été classée sans suite. « Les choses bougent », reconnaît-elle. Le 25 octobre, une organisation mentionnant explicitement l'athéisme dans ses statuts, l'Association des libres penseurs, a été reconnue par les autorités tunisiennes. Une première dans le monde arabo-musulman.

D'autres signes témoignent d'un changement en cours dans les sociétés musulmanes. « Au Maroc, en 2016, six membres du Haut Conseil des oulémas, qui avaient pourtant signé quatre ans plus tôt une fatwa dans le sens contraire, ont écrit qu'il n'était plus possible, dans le contexte actuel, d'appliquer la peine de mort aux apostats », souligne Dominique Avon. Cette évolution laisse pourtant de marbre Imad Jedine Habib : « Un peu facho, ça reste toujours facho. »

Quoi qu'il en soit, les auteurs de violences à l'encontre des ex-musulmans sont rarement inquiétés par les autorités. Au Bangladesh, le gouvernement nie que des groupes islamistes inspirés de l'étranger soient actifs dans le pays, et les enquêtes tardent à aboutir, comme en témoigne Rafida Bonya Ahmed. En février 2015, cette Bangladaise marchait dans les rues de Dacca, la capitale, avec son mari, le blogueur Avijit Roy (édité par Ahmedur Rashid Chowdhury), lorsqu'ils ont été agressés à coups de machette. Elle a été gravement blessée. Lui n'y a pas survécu.

Invitée à la conférence de Londres, cette petite femme déterminée, qui garde des séquelles visibles de son agression, raconte son calvaire d'une voix posée. « Dans certains cas, il y a eu quelques arrestations, mais peu d'assassinats ont été jugés », explique-t-elle. En février 2016, les autorités ont dit avoir arrêté notre principal agresseur, mais quelques mois plus tard, alors qu'il était censé être sous surveillance, il a été tué dans une fusillade. Depuis les États-Unis, Rafida Bonya Ahmed vient en aide aux blogueurs et aux écrivains athées persécutés dans son pays. « Après ce qui m'est arrivé, je pourrais être pessimiste et pleine de haine », ajoute-t-elle. Mais je ne le suis pas. Il faut continuer à nous battre pour les droits des athées. »

Selon les intérêts politiques du moment, les autorités répriment les expressions d'athéisme ou, au contraire, ferment les yeux et laissent faire, parfois sous la pression des pays occidentaux. Pour Rafida Bonya Ahmed, il ne fait aucun doute que le gouvernement bangladais veut s'assurer le vote des islamistes. « C'est clairement politique », abonde le sociologue Houssame Bentabet. Comme le pardon accordé par le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, alors qu'il effectuait une visite en Allemagne, au chroniqueur de télévision Islam Behery, condamné à un an de prison à la demande de l'université Al Azhar parce qu'il critiquait certains textes de l'islam. Selon Houssame Bentabet, « cette grâce avait pour but de laisser croire que l'Égypte est du côté des libres-penseurs ». Et si l'Autorité palestinienne a été si intraitable avec Waleed Al-Husseini, dont l'influence de blogueur était pourtant négligeable, c'est certainement qu'elle se devait, à l'époque, de contrer les islamistes du Hamas.

EXIL EN EUROPE... ET DÉSENCHEMENT

Alois, beaucoup choisissent l'exil. En Europe, ils se retrouvent dans une situation qu'ils n'auraient jamais imaginée en partant. Persécutés dans le monde arabo-musulman par les islamistes et les autorités, ceux qui ont renoncé à l'islam sont, en Occident, classés dans la catégorie des « islamophobes ». Pour les ex-musulmans, dont les positions ne sont pas monolithiques et qui sont traversés par les mêmes débats que le reste de la société – sur le port du voile ou le burkini, par exemple –, la critique de l'islam est aussi nécessaire que l'a été celle du catholicisme au moment de la séparation de l'Église et de l'État en France, au début du XX^e siècle. Mais les déclarations et prises de position à l'emporte-pièce de certains n'aident pas à pacifier le débat.

Lorsque l'écrivain indien Ibn Warraq soutient que le problème n'est pas simplement l'intégrisme musulman, mais l'islam lui-même, les discours choquent. Mais, se défendent-ils, il faut être radical pour critiquer l'islam. « Je dis : "Allons-y, rentrons leur dedans !" Oui, on a le droit de hurler qu'on est athée, de trouver que les religions, toutes les religions, c'est stupide », s'enflamme la réalisatrice tunisienne Nadia El Fani, qui ajoute : « On n'a jamais vu un athée tuer un religieux. »

Pris dans un discours anti-islam souvent virulent, les ex-musulmans courent le risque de se faire récupérer. Ce que ses détracteurs appellent l'« islamisme gauchiste » – incarné dans le débat français actuel par le site *Mediapart* et son directeur, Edwy Plenel – en condamnant toute critique de l'islam, laisse ces athées, souvent jeunes et sans grande expérience du mi-

litantisme, à la merci des véritables islamophobes. « L'ex-musulman a besoin de confirmer son choix, en permanence », analyse Houssame Bentabet. Il a ce besoin de cohérence avec ce passé de musulman, de dire : « C'est ce que ne veux plus être. Et, dans cette reconstruction, il se peut qu'il y ait, parfois, certaines récupérations, car il y a plus de chances d'être récupéré quand on doit refaire sa vie à 21 ou 23 ans. »

C'est, très exactement, ce qu'a vécu Waleed Al-Husseini à son arrivée en France, après avoir passé dix mois dans les geôles palestiniennes. « Pour lui, cette torture, c'est l'islam », souligne Houssame Bentabet. C'est l'islam qui l'a empêché d'être libre dans sa pensée. « L jeune homme, qui ne mûrit pas ses mots n'hésite donc pas à qualifier l'islam de « religion de terreur ». Immédiatement relayé par le site islamophobe Riposte laïque, Waleed Al-Husseini, qui a écrit dans *Une trahison fraternelle* (Ring, 300 pages, 18 euros) son désenchantement face à la frilosité d'une certaine gauche vis-à-vis de l'islamisme, ne se défend pas de cette proximité. « Ce sont les seuls à m'inspirer », se justifie-t-il, plein d'amertume.

« Les ex-musulmans tiennent sur l'islam un discours que d'autres n'osent pas tenir par peur d'être politiquement incorrects. Quelle hypocrisie ! s'empare l'écrivain indien Ibn Warraq, s'gnataire, aux côtés de l'essayiste française Corinne Fourest, de Maryam Namazie, de Tarlima Nasreen ou encore de Salman Rushdie du « Manifeste des douze », un appel à la lutte contre l'islamisme publié par Charlie Hebdo le 1^{er} mars 2006. Les gens ont vite oublié ce qu'est « être Charlie » : c'est avoir le droit de critiquer l'islam, et même de s'en moquer. »

RÉCUPÉRATION PAR L'EXTRÊME DROITE

Au cours de la conférence de Londres, il n'y pas eu de mots assez durs contre cette gauche qui, selon bien des intervenants, laisse la critique de l'islam aux islamophobes, ce qui lui vaut d'être perçue par certains comme lâche, voir traître et irresponsable. Des victimes d'agressions ou de tentatives d'assassinat de la part des islamistes ne comprennent pas d'être assimilés à l'extrême droite. « Quelles sont vos priorités ? Pendant que nous matrons, vous parlez d'islamophobie ! », tempérait alors à la tribune le jeune Jordanien Mohamed Alkhadra, applaudi à tout rompre.

L'extrême droite, elle, ne s'embarrasse pas de précautions. Le Turc Cemal Knudsen Værre raconte comment, après avoir fondé le Conseil des ex-musulmans de Norvège, où il réside depuis 2005, aucune personnalité politique ne l'a contacté. A part, bien sûr, l'extrême droite, qui a su adapter son discours et n'attire que plus frontalement les immigrés, mais s'en prend à l'islam – une stratégie également à l'œuvre en France, au Front national.

Cemal n'y voit que du feu. « L'extrême droite n'est plus raciste en Norvège », assure-t-il, plein de candeur. Même le blogueur *I Jordanian*, celi, qui a inspiré Anders Behring Breivik (le terroriste néonazi responsable des attentats à Oslo et sur l'île d'Utøya, qui avaient fait 77 morts en juillet 2011), a changé. Il nous soutient, nous les immigrés, il ne peut donc pas être raciste ! Même discours chez Waleed Al-Husseini, qui ne partage les idées de l'extrême droite. « Les racistes, de toute façon, n'aiment pas les Arabes comme moi, dit-il. Si j'étais en Arabie saoudite, j'aurais une fatwa contre moi. Et dans le monde moderne, on me traite juste d'islamophobe. »

Si les plus jeunes se laissent berner, leur aînés ne cautionnent pas ces dangereux rapprochements. « On ne peut pas se compromettre avec Riposte laïque », martèle Nadia El Fani. Mais critiquer l'islam, exiger la laïcité comme nous le faisons, ce n'est pas être islamophobe. En revanche, ne pas prendre en considération la possibilité de la modernité dans les pays musulmans, ça, c'est du vrai racisme antimusulman. La laïcité, celle dont jouissent la plupart des pays occidentaux, voilà, au final, le seul combat de ces militants pour l'instant inaudible. ■

ANGELINE MONTOTY